



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2024/18122024/10

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024133-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusées :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024133-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



10 ADMISSION EN NON-VALEURS DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES BUDGET PRINCIPAL DU C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le recouvrement de certains produits concernant l'année 2023 au profit du budget principal du C.C.A.S. n'a pu être obtenu pour des causes diverses mentionnées dans l'état transmis par le Service de Gestion Comptable. Cet état est annexé au présent projet de délibération.

Le montant de ces créances irrécouvrables s'élève à :

- Budget des Résidences.....4 731,04 €.

Il est demandé aux membres du Conseil d'Administration de bien vouloir décider l'ordonnancement au profit de M. le Comptable Public des sommes admises en créances éteintes, qui seront imputées sur les crédits ouverts au budget 2024 aux imputations suivantes :

Budget Principal :

Chapitre 65, article 6541, pour.....4 731,04 €

Répartition des créances éteintes par année d'émission de titre

	Montant restant à recouvrer
2016	269,03
2019	544,94
2020	1 867,87
2021	1 921,20
2022	128,00
Total général	4 731,04

Répartition des créances éteintes par motifs

	Montant restant à recouvrer
Poursuites sans effet	4 329,97
Débiteur décédé et demande renseignement négative	401,07
Total général	4 731,04

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1617-5,

VU l'Instruction comptable et budgétaire M.57.

CONSIDÉRANT que M. le Comptable Public a fait savoir aux services du C.C.A.S. que certains produits au profit du budget principal du C.C.A.S. n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses.

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024133-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

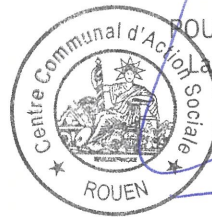
Pour l'autorité compétente par délégation



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- 1.- Accepte d'admettre en non-valeur une somme de 4 731,04 € imputée sur le budget principal du C.C.A.S.
- 2.- Décide que la dépense sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 6541 (créances admises en non-valeur) pour 4 731,04 €.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.